

## De l'Archivo Histórico Nacional à la Biblioteca Nacional : itinéraires *santiaguinos*

Olivier Compagnon et Carla Soto

Dans la continuité de pérégrinations antérieures qui nous avaient conduits au cœur des archives de Sucre, Guatemala Ciudad et quelques autres villes encore<sup>1</sup>, voici venu le tour de Santiago, et de deux lieux-phares pour tout chercheur naviguant dans les méandres de l'histoire chilienne : l'*Archivo Histórico Nacional* et la *Biblioteca Nacional*. Situés dans un même bâtiment vieux d'un siècle et demi (1848), au cœur du centre-ville, entre les fumées nauséabondes d'Alameda et l'ombre protectrice du *cerro* Santa Lucia<sup>2</sup>, l'AHN et la B.N. nous semblent représentatifs des questions soulevées par les politiques d'archives et de conservation en Amérique latine, oscillant continûment entre volonté modernisatrice, difficultés budgétaires et dysfonctionnements chroniques.

### L'*Archivo Histórico Nacional* de Santiago

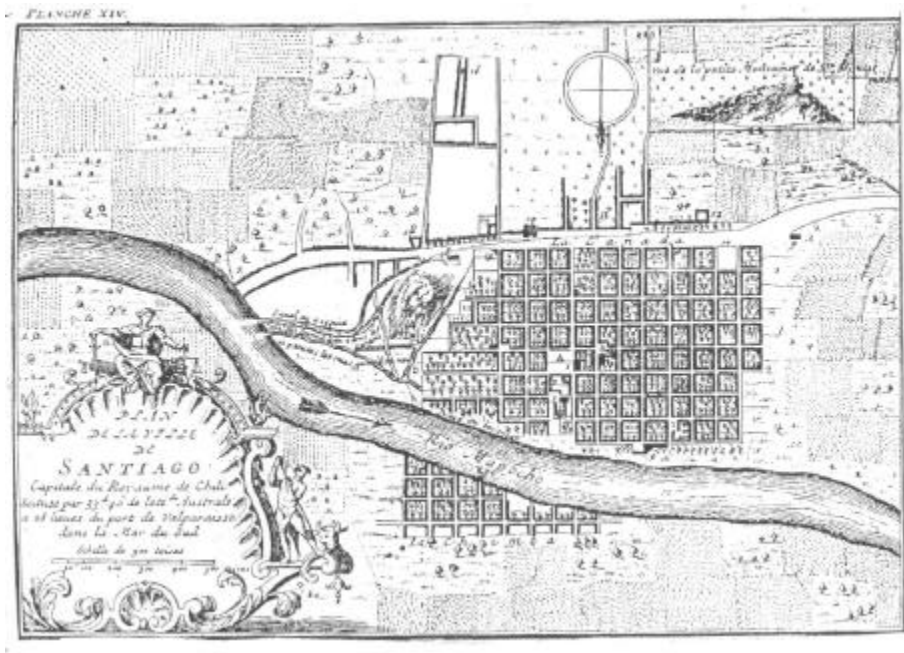
L'*Archivo* a été créé en 1925 sur la base de l'ancienne section des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, et conserve actuellement d'importantes et volumineuses collections de documents. Au cœur d'installations amples et confortables, la vaste salle de lecture, datant du début de siècle, relativement lumineuse, dispose de grandes tables de travail et de confortables fauteuils, même s'il faut reconnaître qu'il y fait bien froid en plein hiver. L'accès est libre et gratuit pour le public entre 9 heures et 17 heures. Pour entrer à l'*Archivo*, les lecteurs doivent se procurer une carte professionnelle, que l'on obtient en fournissant une pièce d'identité, une lettre de recommandation du directeur de

---

<sup>1</sup> Cf., entre autres, Clément THIBAUD, « Aux archives nationales de Sucre », *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n°3, mai 1995, pp. 65-73 ; CARINE CHAROCHETTE, « Dans les dédales de la mémoire : l'*Archivo General de Centro América*, Guatemala Ciudad », *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n°4, mai 1996, pp. 13-20 ; ainsi que le dossier proposé dans le n°6 de cette même revue, novembre 1997, pp. 15-82.

<sup>2</sup> Les adresses précises : pour la B. N., Alameda Bernardo O'Higgins 145, Santiago Centro ; pour l'AHN, Miraflores 1, Santiago Centro.

recherche ou de l'Université, deux photographies et la somme de 30 francs. La carte est délivrée immédiatement, et le lecteur a la possibilité de consulter les index, catalogues et autres fichiers avant même d'en être en possession. Si cette première démarche s'avère somme toute facile, c'est ensuite que commence véritablement le périple : une fois à l'intérieur de l'*Archivo*, seuls en effet l'espoir, la patience, la constance et les amitiés pourront convertir la recherche en une franche réussite.



*Plan de Santiago en 1712, par Frézier*<sup>3</sup>

Parmi les documents de l'AHN, les plus importants sont ceux de la *Capitanía General* et du *Ministerio del Interior*, les *Archivos de la Real Audiencia* et de la *Contaduría Mayor*, l'*Archivo de Escribanos y Notariales*, les fonds *Judiciales* et *Criminales*, tous concernant les différentes régions du pays du Nord au Sud ; on trouve presque toutes les villes du Chili avant la modification par régions introduite avec le gouvernement militaire.

Par ailleurs, notons également l'intérêt de l'*Archivo de Jesuítas*, ainsi que des archives de familles et des donations particulières (comme

<sup>3</sup> Extrait de Jean-Pierre BLANCPAIN, *Les Araucans et le Chili. Des origines au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 1996.

celles de l'historien Benjamin Vicuña Mackenna, de Morla Vicuña ou de Jaime Eyzaguirre). L'*Archivo de Jesuitas* offre des séries de sources très complètes et bien ordonnées concernant l'ordre religieux. Les trois autres fonds sont constitués des correspondances, livres ou notes des auteurs sur les grands problèmes politiques qui ont affecté la vie de ces trois personnages. Il s'agit là de sources en grande partie inédites, bien préservées, qui peuvent aider à reconstituer une importante période de l'histoire chilienne du XIXe siècle. L'AHN conserve également un bon nombre de livres de droit, d'histoire et de dictionnaires qui peuvent être consultés par le public en salle.

Les dépôts de l'*Archivo Histórico Nacional* de Santiago proposent une information très variée, que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Sans aucun doute, ce sont les archives les plus importantes pour la période coloniale et pour l'histoire politique de XIXe siècle. Elles permettent d'observer (*Real Audiencia* et *Capitanía General* notamment) les différentes étapes de l'évolution des institutions espagnoles qui ont été dissoutes ou transformées, ainsi que leur fonctionnement. En outre, y sont déposés l'ensemble des textes légaux et des procès judiciaires antérieurs à l'Indépendance (1810). D'autre part, on trouve aussi tout le matériel nécessaire sur l'organisation du royaume et ses autorités depuis la conquête jusqu'à l'Indépendance. Si le fonds de la *Capitanía General* comporte une grande partie qui n'a pas été classée, on n'y rencontre pas moins de nombreuses correspondances ministérielles, des cens de population, des résultats électoraux, des fiches de qualifications des électeurs, des instructions pour les députés, etc. Enfin, le fonds *Judiciales y Criminales* concerne l'ensemble du monde judiciaire, les délits, peines et châtiments entre 1823 et 1950.

Par ailleurs, le fonds *Escribanos* de la période coloniale de l'histoire chilienne comporte un millier de volumes : 30 d'entre eux correspondent à la période 1559-1599, 400 autres concernent le XVIIe siècle, le reste traitant du XVIIIe siècle. Il s'agit sans doute des collections les plus précieuses de l'AHN, qui fournissent d'appréciables renseignements sur le patrimoine foncier (propriétés urbaines et rurales), les contrats de location, la distribution des héritages, les ventes, le commerce, etc. Pour faciliter la consultation de ce fonds, trois tomes d'index ont été publiés en 1914, 1926 et 1930. Malheureusement, ces guides ne recensent seulement que 8 % de l'ensemble des pièces et s'avèrent par conséquent incomplets, dans la mesure où ils n'ont été bâtis qu'autour de l'histoire politique et économique. D'une manière générale d'ailleurs, ce sont des fonctionnaires de l'administration, et

non des archivistes ou historiens professionnels, qui ont collecté la majorité des sources et rédigé les index, ce qui explique un certain nombre d'anomalies.

La politique en matière d'archives au Chili remonte à la période coloniale, avec la création de l'*Archivo* de Simancas. Autre moment essentiel, la création de la Bibliothèque Nationale en 1848, placée depuis cette date sous la responsabilité du Ministère de l'Éducation qui nomme le directeur du BAM (directeur responsable des Bibliothèques, Archives et Musées). L'AHN dépend donc de cette institution et, par conséquent, est géré par des fonctionnaires de l'État, avec les avantages et les inconvénients que cela implique.

Si la gestion de l'AHN a longtemps témoigné d'une certaine insouciance administrative, exacerbée sous le régime de Pinochet (puisque l'on avait alors souvent tendance à entasser les documents sans les classer, ou plus simplement à jeter ce qui ne semblait *a priori* intéressant), le retour de la démocratie en 1990 a inauguré une nouvelle ère, au point que se développe aujourd'hui une véritable dynamique de conservation du patrimoine culturel. Dans le cadre de la modernisation de l'État et de la préservation du patrimoine a été mis en place un projet de réorganisation et de conservation des archives, permettant d'avoir un accès plus rapide aux sources, en même temps qu'il prévoit de microfilmer une partie des collections (sous la responsabilité d'historiens). Projet vital s'il en est, qui permet de sauvegarder des documents des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles dont l'état déplorable n'interdisait pas la consultation auparavant. Autant d'efforts louables, mais partiellement inutiles dans la mesure où les achats de lecteurs de microfilms restent largement insuffisants (il n'y a en effet que six lecteurs en service actuellement). Si bien qu'il reste fréquent aujourd'hui d'avoir à ouvrir soi-même des liasses de documents couverts de poussière, et de devoir les recopier fastidieusement, ce qui a au moins le mérite de préserver un contact direct et tactile à la source, non dénué de charme. Il est cependant possible de reproduire un certain nombre de documents ou de microfilms, après avoir rempli une demande d'autorisation qui tiendra compte des disponibilités techniques et de l'état de conservation. Peu onéreuses, les photocopies coûtent environ 50 centimes, la reproduction de microfilms entre un et deux francs.

Ultime recommandation, que de nombreux articles de cette revue ont déjà mise en avant et que la pratique confirme chaque jour un peu plus : la rencontre avec le personnel de l'AHN peut permettre d'avoir accès à des sources « inconnues » et non répertoriées dans les index, et

par conséquent utilement guider le chercheur dans sa quête. Réservez donc toujours votre plus beau sourire à ceux qui vous accueillent...

## La Bibliothèque Nationale

De son côté, le fonctionnement de la *Biblioteca Nacional* fait écho aux problèmes soulevés par cette description de l'AHN. Commençons par un bref repérage des espaces stratégiques de ce qui apparaît facilement, pour le chercheur débarquant sans aucune connaissance de la topographie des lieux, comme un dédale sans fin.

Au rez-de-chaussée se trouvent les salles des revues (première galerie à droite dans le hall) et des périodiques (au fond du hall à gauche). Toutes deux équipées d'une photocopieuse au prix relativement modique (légèrement inférieur à 50 centimes), elles souffrent d'une relative exigüité au point qu'il n'est pas rare d'avoir à faire la queue pour obtenir une place. On ne peut retirer que trois volumes à la fois pour les revues, un seul pour les périodiques : soit douze demandes écrites consécutives pour dépouiller une année du *Mercurio*... Comme ailleurs cependant, une fréquentation assidue des lieux permet parfois de nouer des relations privilégiées avec tel employé chargé de l'enregistrement des demandes, et ainsi d'obtenir une « dérogation » tout officieuse. On trouve également, dans ce même hall du rez-de-chaussée, la salle des microfilms, peu spacieuse elle aussi mais peu fréquentée : si le matériel est relativement vétuste, l'accueil est excellent. Seule nuance : peu de collections complètes sont aujourd'hui microfilmées, alors que ce support permet d'éviter les dégradations en tout genre. Question de budget... Ultime précision sur ce point : il est également possible d'obtenir des photocopies à partir des microfilms, pour une somme qui reste raisonnable.

Une fois franchi ce hall, un long couloir souvent converti en salle d'exposition conduit à la salle des catalogues, où les choses se gâtent sensiblement. Si une informatisation partielle a été récemment entamée, il est très malaisé d'obtenir des renseignements précis sur les critères de saisie des ouvrages, qui peuvent dater de plusieurs décennies sans pour autant que toutes les acquisitions récentes ne soient toujours enregistrées. En outre, la fréquentation des rares terminaux informatiques est assidue, si bien qu'il faut systématiquement attendre, parfois très longtemps, pour pouvoir s'y installer. Toute recherche bibliographique par le biais des ordinateurs est donc insuffisante en soi, et doit être doublée d'une consultation des fichiers papier. Si le fichier auteur ne pose pas

de problèmes particuliers, en dehors du fait que certaines absences ne laissent pas de surprendre<sup>4</sup>, le fichier matière est quant à lui d'un usage plus qu'incertain, étant donné le choix aléatoire des mots-clés qui varient avec le temps. Pour ne citer qu'un exemple, les ouvrages consacrés à la démocratie chrétienne (le mot-clé existe) peuvent également figurer au mot-clé « catholicisme » s'ils sont entrés avant que le DC n'ait un impact suffisant dans le pays pour accéder au rang de mot-clé... Au bout du compte, une recherche systématique menée dans cette salle des catalogues révèle dans la plupart des cas les lacunes du fonds, à partir du moment où le dépôt n'a pas de caractère obligatoire. Le problème se double des restrictions budgétaires imposées à la B.N. du temps de la dictature de Pinochet, qui limita considérablement le nombre des acquisitions dans les années 1970 et 1980 tout en imposant une stricte censure idéologique dont on imagine sans peine les conséquences.

Poursuivons notre périple pour, de la salle des catalogues, accéder à l'escalier qui conduit au premier étage. C'est là que l'on trouve notamment la grande salle de lecture des ouvrages imprimés, scindée en deux parties : à droite en entrant, on consulte les publications nationales, et à gauche tout ce qui relève du domaine étranger. L'attente est souvent longue pour obtenir les livres demandés, au maximum trois à la fois. Chacun des espaces est doté d'une photocopieuse, mais il est inutile d'espérer échapper à une fastidieuse prise de notes : l'attente n'est jamais inférieure à la demi-heure. En outre, c'est également au premier étage que se situent l'*Archivo* José Toribio Medina (où l'on trouve une grande variété de documents concernant l'ensemble de l'Amérique latine jusqu'au XVIIIe siècle), l'*Archivo* Santa Maria (correspondances de la Présidence de la République au XIXe siècle) et l'*Archivo* Barros Arana (histoire du Chili, XIXe et XXe siècles).

L'entrée à la Bibliothèque Nationale de Santiago est entièrement libre et gratuite (tous les jours de 9 h à 17 ou 19 h selon la saison, sauf le samedi après-midi et le dimanche), ce qui – rappelons-le au passage – n'est pas le cas en France : seule suffit en effet une pièce d'identité en cours de validité, qu'elle soit chilienne ou étrangère. En

---

<sup>4</sup> Ainsi, on ne trouve à la B. N. qu'une petite partie des publications d'Eduardo Frei Montalva, qui fut pourtant président de la République de 1964 à 1970. À Paris, on obtient en revanche une bibliographie complète en croisant les fonds de la Bibliothèque Nationale, de la BDIC et de l'IHEAL, ce qui laisse à penser qu'une partie de la mémoire chilienne est en exil...

soi, cette volonté d'autoriser à chacun, quels que soient son âge et son niveau d'études, l'accès à la mémoire et au patrimoine de la Nation témoigne d'un désir de démocratisation culturelle remarquable et tout à fait utile. Et il n'est pas rare de voir affluer, en début d'après-midi, des cohortes de jeunes scolaires chargés de réaliser un dossier sur le sport, la politique ou l'économie du pays, qui se trouvent ainsi précocément initiés aux rudiments de la recherche. Autant d'éléments qui ne doivent cependant pas masquer les lourdes conséquences de cette accessibilité sans réserve : ainsi les vols, particulièrement fréquents aux dires de plusieurs employés de la B.N. du fait de l'absence de toute magnétisation, et les nombreuses dégradations, pages arrachées et autres reliures déliquescents que ne peut empêcher l'attention d'un personnel insuffisant. À cela s'ajoute une évidente surfréquentation de l'ensemble des salles, créant des conditions de travail peu propices.

Évidemment, il existe bien un espace réservé aux chercheurs, où doit régner le calme, où le nombre de communications est illimité et les conseils prodigués avec largesse. Mais les lignes qui précèdent n'auraient pas de raison d'être s'il fonctionnait convenablement. Normalement, on peut y accéder en présentant une lettre de recommandation émanant d'une institution officielle, mais les choses sont en réalité plus complexes et semblent échapper à toute logique. En avril 1997, nous avons pu rencontrer une bonne demi-douzaine de chercheurs confirmés qui n'avaient pu accéder à l'espace qui leur étaient théoriquement réservé, tantôt fermé, tantôt saturé, etc. C'est là un problème de taille, qui de fait limite considérablement les possibilités d'un travail systématique et de longue haleine, en même temps qu'il réactive le vieux débat du statut accordé à la recherche scientifique. Nul doute cependant que ce problème suscite des réactions et trouvera dans les années à venir les réponses qui conviennent.

Cela dit, si l'on ajoute à cela le caractère lacunaire de nombreuses collections et du fonds en général, il y a de quoi s'interroger sur la politique menée par l'administration en matière de gestion du patrimoine. Surtout lorsque l'ultime recours réside parfois, en désespoir de cause, dans la fréquentation des fondations privées. Pour ne prendre que l'exemple cité plus haut, il est finalement beaucoup plus pratique, pour le chercheur qui travaille sur la DC chilienne et son leader historique Eduardo Frei Montalva, de se rendre à la toute récente *Fundación Frei*<sup>5</sup>, créée sur l'initiative des enfants de l'ancien président et financée

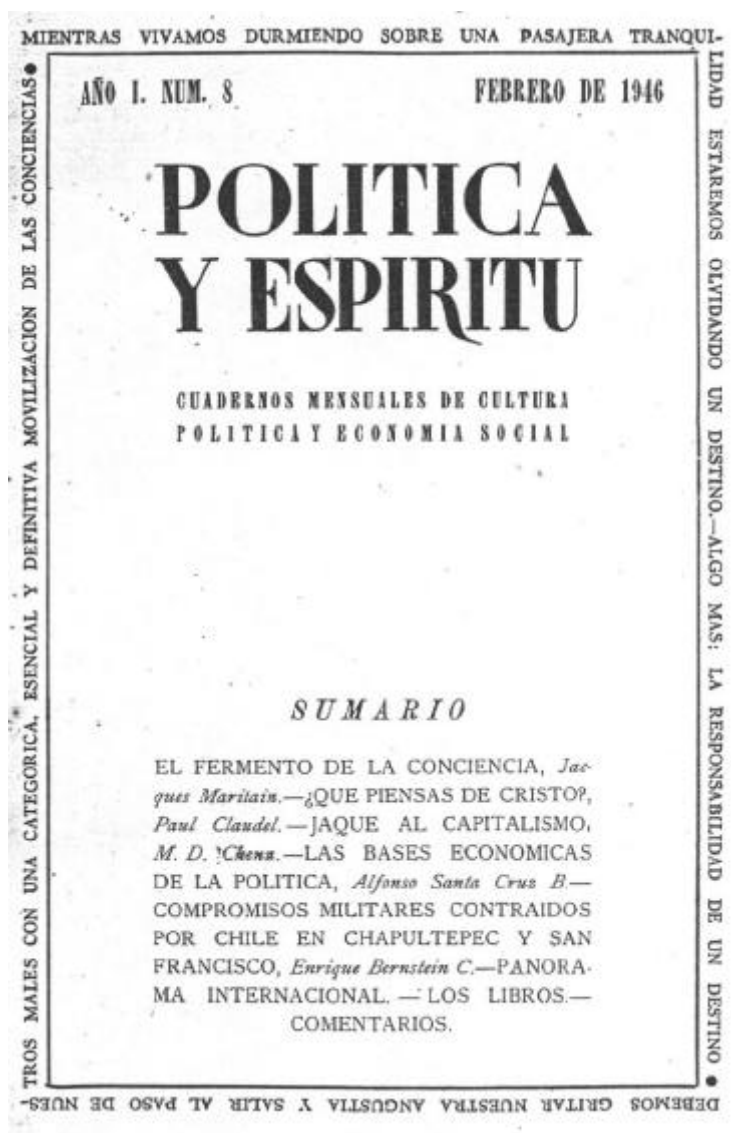
---

<sup>5</sup> Située sur Hindenburg 688 (Métro Salvador).

notamment par la *Fondation Konrad Adenauer* proche de la CDU allemande : outre l'intégralité des publications de Frei et nombre de ses correspondances, on y trouve aussi la collection complète de l'organe doctrinal du *Partido Demócrata Cristiano, Política y Espiritu* (de 1945 à nos jours), très lacunaire à la B.N. Tout est bien qui finit bien, dans ce cas précis, si ce n'est qu'on ne peut s'empêcher de soumettre à la question la gestion privée – et même familiale – de fonds d'archives aussi importants, dans la mesure où l'accès aux documents n'est jamais libre. Serons-nous certains, un jour, d'avoir pu consulter tous les documents relatifs à l'attitude ambiguë et complexe de Frei et du PDC au moment du coup d'État de septembre 1973 ? C'est bien le rôle de l'État dans la perpétuation de la mémoire qui est ici directement sur la sellette.

Concluons en signalant l'existence de quelques autres fonds non négligeables, qui permettent parfois de pallier les lacunes de l'AHN et de la B.N. :

- Le *Centro Bellarmino*, bibliothèque des Jésuites (Almirante Barroso, 18) ;
- L'*Archivo del Arzobispado* de Santiago (Erasmus Escola 1822) ;
- L'*Instituto de Estudios Avanzados* de la Bibliothèque de l'Université de Santiago (Román Diaz, 89, Providencia) ;
- La Bibliothèque de la *Universidad Católica* (Avenida Jaime Guzmán Errázuriz, 3300, Providencia) ;
- L'*Instituto Latinoamericano de Estudios Sociales* (Almirante Barroso, 6).



Première de couverture de *Política y Espíritu*, año I, n°8, febrero de 1946